



communiqué

N°: 209
No.:

Le 10 novembre 1987

PRISONNIERS POLITIQUES EN AFRIQUE DU SUD

Le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a exhorté aujourd'hui le gouvernement de la République d'Afrique du Sud à libérer sans tarder les prisonniers politiques détenus en raison de leur opposition à l'apartheid.

M. Clark s'est réjoui du fait que cinq opposants de l'apartheid, notamment l'ancien président de l'ANC, M. Govan Mbeki, aient été remis en liberté le 5 novembre dernier. Il a engagé le gouvernement d'Afrique du Sud à lever toutes les restrictions qui pèsent encore sur la liberté de M. Mbeki et d'autres personnes. On sait que M. Mbeki ne peut être cité par la presse sud-africaine.

M. Clark a souligné que toutes les grandes personnalités noires qui, comme le chef Buthelezi, ne sont ni détenues ni en exil, estimaient que la libération des prisonniers politiques, notamment de M. Nelson Mandela, était nécessaire à l'ouverture d'un dialogue productif en Afrique du Sud. Cet état de fait a également été reconnu dans la déclaration émise par les membres du Commonwealth à Nassau en 1985 et réaffirmé lors de la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à Vancouver. À la demande de leurs familles, M. Clark a réclamé la libération de huit dirigeants de la région ouest du Cap, dont certains sont détenus depuis 450 jours. Il a également demandé que soit mis un terme à l'état d'urgence en Afrique du Sud.